

LES CONSEILS D'ADMINISTRATION

au 31 décembre 2010

Le Conseil d'administration de la Banque africaine de développement

Président : Donald KABERUKA

Administrateurs

Abdelhak BENALLEGUE (Algérie)
Emmanuel CARRÈRE (France)
Mohit DHOORUNDHUR (Maurice)
Abdul-Magid GADAD (Libye)
Walter Crawford JONES (États-Unis d'Amérique)
Masahiro KAN (Japon)
Elfatih M. KHALID (Soudan)
Moegamat Shahid KHAN (Afrique du Sud)
Hassan A. KHEDR (Égypte)
Christoph KOHLMAYER (Allemagne)
Mohamed MAHROUG (Maroc)
Bruce MONTADOR (Canada)
Mary C. MUDUULI (Ouganda)
Tchéché N'GUESSAN (Côte d'Ivoire)
André NZAPAYEKE (République centrafricaine)
Mogens PEDERSEN (Danemark)
Mamadou Abdoulaye SOW (Sénégal)
Mampuya Pedro F. TOMBWELE (Angola)
Shehu YAHAYA (Nigeria)
Vincenzo ZEZZA (Italie)

Administrateurs suppléants

Augusto I. EMBALO (Guinée-Bissau)
Agustin J. NAVARRO (Espagne)
Petronella M.N. MWANGALA (Zambie)
Mohamed O.H. KHATTAR (Mauritanie)
Vacant
Abdulrahman ABUBAKR (Arabie saoudite)
Alieu Momoudou NGUM (Gambie)
Motena Ernestine TSOLO (Lesotho)
Almis MOHAMED ABDILLAHI (Djibouti)
Vacant
Moufida Jaballah SRARFI (Tunisie)
Thamer HUSAIN (Koweït)
Mulu KETSELA (Éthiopie)
Bernardo ABAGA N. MAYIE (Guinée équatoriale)
Sele YALAGHULI (Rép. dém. Congo)
Tapani H. KIVELÄ (Finlande)
Nani Martin GBEDEY (Bénin)
Rafique M. JUSOB MAHOMED (Mozambique)
Maria N. C. BATISTA de SOUSA (São Tomé et Príncipe)
Pieter De KEIZER (Pays-Bas)

Le Conseil d'administration du Fonds africain de développement

Président : Donald KABERUKA

Administrateurs

Emmanuel CARRÈRE (France)
Walter Crawford JONES (États-Unis d'Amérique)
Masahiro KAN (Japon)
Elfatih M. KHALID (BAD)
Moegamat Shahid KHAN (BAD)
Hassan A. KHEDR (BAD)
Christoph KOHLMAYER (Allemagne)
Bruce MONTADOR (Canada)
Mary C. MUDUULI (BAD)
André NZAPAYEKE (BAD)
Mogens PEDERSEN (Danemark)
Mamadou Abdoulaye SOW (BAD)
Shehu YAHAYA (BAD)
Vincenzo ZEZZA (Italie)

Administrateurs suppléants

Agustin J. NAVARRO (Espagne)
Alexander SEVERENS (États-Unis d'Amérique)
Abdulrahman ABUBAKR (Arabie saoudite)
Alieu Momoudou NGUM (Gambie)
Motena Ernestine TSOLO (Lesotho)
Almis MOHAMED ABDILLAHI (Djibouti)
Vacant
Thamer HUSAIN (Koweït)
Mulu KETSELA (Éthiopie)
Sele YALAGHULI (Rép. dém. Congo)
Tapani H. KIVELÄ (Finlande)
Nani Martin GBEDEY (Bénin)
Maria N.C. BATISTA de SOUSA (São Tomé & Príncipe)
Pieter De KEIZER (Pays-Bas)

MESSAGE DU PRÉSIDENT DU GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT ET PRÉSIDENT DES CONSEILS D'ADMINISTRATION



Donald Kaberuka
Président du Groupe
de la Banque

J'ai le plaisir de vous présenter le rapport annuel 2010 du Groupe de la Banque, qui jette un regard sur une autre année de réussite pour la Banque et pour la plupart de ses pays membres. Au moment où j'entamais mon second mandat en septembre dernier, nous avons pris ensemble l'engagement de nous atteler à consolider les acquis d'une Banque de stature mondiale, capable de répondre aux besoins de l'Afrique, en maintenant le cap et en évitant tout dérapage stratégique. En prenant cet engagement, nous avons pleinement conscience de la complexité des défis à relever, mais nous étions dans le même temps stimulés par les opportu-

nités ouvertes désormais à l'Afrique, suite aux profondes mutations structurelles que vit l'économie mondiale. Pour l'avenir, je considère que le défi majeur pour la Banque sera non seulement d'encourager une croissance forte et soutenue, mais aussi de promouvoir la participation de tous en évitant l'exclusion. Les remous et les bouleversements que subit le paysage politique en Afrique du Nord montrent clairement qu'une croissance économique qui n'associe pas tout le monde, qui n'élargit pas les opportunités et les horizons pour les gens, ne peut s'inscrire dans la durée.

Notre aptitude à consolider les acquis dans un environnement en mutation rapide et souvent marqué par l'incertitude doit s'appuyer sur la santé financière de l'institution, dont la solidité a été démontrée durant la crise financière. Nous continuons d'appliquer les politiques et pratiques prudentes de gestion financière et de gestion des risques qui valent à la Banque sa bonne santé et ses résultats satisfaisants. Les grandes agences de notation ont réaffirmé leur note AAA pour la dette privilégiée de la Banque. La récente augmentation générale du capital et la douzième reconstitution des ressources du FAD renforceront notre capacité à nous acquitter de la mission du Groupe de la Banque. Cette double réalisation importante, à un moment où l'économie mondiale était en difficulté et nos pays membres, en proie

à des problèmes budgétaires, témoigne du ferme soutien des actionnaires.

Je tiens à exprimer ma gratitude à nos actionnaires pour l'appui sans faille qu'ils apportent à la Banque et m'engage, à mon tour, à veiller au respect des engagements pris.

Enfin, je voudrais remercier les Conseils d'administration et la direction de la Banque pour la clairvoyance et la détermination avec lesquelles ils ont guidé l'institution tout au long de l'année. J'aimerais rendre un hommage particulier au personnel de la Banque pour son dévouement et les résultats tangibles obtenus, malgré des difficultés extraordinaires à l'Agence temporaire de relocalisation à Tunis ainsi qu'à notre siège à Abidjan.

Me réjouissant à la perspective d'une année pleine de succès pour nos pays comme pour le Groupe de la Banque, je vous recommande vivement ce rapport.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Donald Kaberuka'. The signature is fluid and cursive, written over a light background.

Donald Kaberuka
Président du Groupe de la Banque et
Président des Conseils d'administration

RÉSUMÉ

Le Groupe de la Banque a poursuivi la mise en œuvre de sa Stratégie à moyen terme (2008-2012) en centrant son action sur les domaines opérationnels prioritaires, à savoir l'infrastructure, le secteur privé, la gouvernance, l'enseignement supérieur, la technologie et la formation professionnelle, tout en continuant de faire preuve de sélectivité dans ses interventions. L'institution s'est affirmée en qualité de banque du savoir pour l'Afrique, non seulement en diffusant largement les résultats des recherches, en produisant des publications phares et en mettant à jour son portail de données, mais aussi en réalisant des études économiques et sectorielles et en tirant des enseignements pour ses opérations futures. Elle a réaffirmé son rôle de porte-parole du continent sur la scène internationale, en prenant notamment une part active à la troisième réunion de la Coopération économique Corée-Afrique en septembre et au sommet du G20 à Séoul en novembre. La mobilisation des ressources a constitué une autre réalisation majeure de l'année, qui a vu la Banque tripler son capital à la faveur d'une augmentation générale du capital de 200 %, tout en obtenant une hausse de 10,6 % de la contribution des donateurs à la Douzième reconstitution du FAD (FAD-12) par rapport au FAD-11. Les opérations du Groupe de la Banque en 2010 se sont établies à 4,1 milliards d'UC, contre 8,06 milliards d'UC en 2009. Ce montant marque un retour à la normale après une année 2009 où, sous l'effet de la crise financière mondiale, les concours de la Banque avaient connu une demande sans précédent des pays membres régionaux.

Aperçu de la situation économique et perspectives

L'Afrique a commencé à se remettre de la crise économique et financière mondiale. La reprise a été diversifiée, tirée par une forte demande intérieure et l'accroissement des recettes d'exportation, des apports d'investissement direct étranger, des envois de fonds des nationaux établis à l'étranger et de l'aide publique au développement. Le PIB réel s'est accru de 4,9 % en 2010, contre 3,1 % l'année précédente au plus fort de la crise financière mondiale. La croissance devrait amorcer un léger repli à 3,7 % en 2011 du fait des turbulences sociopolitiques que vivent certains pays, avant de remonter à 5,8 % en 2012.

L'inflation a reculé de 10 % en 2009 à environ 7,7 % en 2010 par suite d'une demande globale léthargique. Selon les prévisions à court terme, elle devrait légèrement remonter à 8,4 % en 2011, avant de baisser à 7,4 % en 2012. Néanmoins, ces perspectives favorables ne sont pas sans risques si la forte hausse des prix des produits de base enregistrée durant la première moitié de 2010 perdure en 2011.

Le déficit budgétaire du continent s'est contracté de 5,2 % du PIB en 2009 à 3,3 % en 2010. Toutefois, suite aux bouleversements sociopolitiques qui agitent certains pays et à l'effet de domino sur les pays voisins, il devrait se creuser à 3,9 % en 2011, avant de fléchir à 3,2 % en 2012.

De même, le solde des transactions courantes s'est amélioré et a même enregistré un excédent de 0,4 % en 2010, contre un déficit de 1,6 % du PIB en 2009. Toutefois, il devrait accuser un déficit de 0,2 % en 2011, avant de connaître un excédent de 0,2 % en 2012. La performance économique des PMR présente de fortes variations. Le solde budgétaire et le solde courant des pays exportateurs de pétrole se sont sensiblement renforcés en 2010, alors que les pays importateurs de pétrole ont accusé des déficits budgétaires et courants nettement supérieurs aux niveaux antérieurs à la crise.

Toutes les sous-régions ont connu une croissance plus élevée en 2010. L'Afrique de l'Est et l'Afrique de l'Ouest ont affiché comme en 2009 la meilleure performance, avec une croissance de 6,2 % et 6,7 % respectivement. En 2009, l'Afrique

de l'Est avait enregistré 5,7 % de croissance et l'Afrique de l'Ouest 5,6 %. La plupart des pays africains n'ont pas encore retrouvé les niveaux de croissance d'avant la crise et cette tendance morose devrait perdurer à court terme. Les économies essentiellement exportatrices de produits de base, dont la croissance avait considérablement ralenti en 2009, ont profité de la remontée des prix et des échanges en 2010. Dans plusieurs pays à faible revenu et États fragiles, la reprise a été plus mitigée. Globalement, dans plus de la moitié des pays africains, la croissance a été plus lente que sur la période 2001-2008.

Activités du Groupe de la Banque

L'orientation opérationnelle du Groupe de la Banque est guidée par sa Stratégie à moyen terme (SMT), portant sur la période 2008-2012. Le lancement de la SMT en 2008 a coïncidé avec l'éclatement des crises pétrolière, alimentaire et financière, qui ont eu un grand impact sur les pays membres régionaux (PMR). La Banque a répondu avec célérité et flexi-

bilité aux besoins pressants de ses clients. Elle a décaissé les ressources par avance, restructuré son portefeuille de prêts et offert des instruments à décaissement rapide, afin d'aider les PMR à faire face aux effets à court terme et à atténuer les répercussions à plus long terme. Les prêts du Groupe de la Banque se sont établis à 8,06 milliards d'UC en 2009, enregistrant un bond de 160,3 % par rapport à leur niveau de 2007. Ils ont été nettement supérieures à ce qui avait été initialement prévu, avant l'éclatement de la crise.

Entre 2008 et 2010, les investissements consacrés aux domaines prioritaires essentiels – infrastructure, développement du secteur privé, gouvernance, et enseignement supérieur, technologie et formation professionnelle – ont représenté 88,4 % de l'ensemble des engagements de la Banque. Sur ces investissements, la part des opérations souveraines d'infrastructure a été de 51,3 %, de 25 % pour le secteur privé et d'environ 22 % pour la gouvernance. Cette répartition correspond globalement à la ligne générale de la SMT. Toutefois, les opérations approuvées pour l'enseignement supérieur, la science et la technologie n'ont pas atteint 2 % des prêts et cette situation doit être redressée.

Les activités de la Banque depuis 2008 sont caractérisées par l'expansion rapide des opérations du secteur privé, notamment dans les pays à faible revenu. Une revue de la politique de la Banque pour le développement du secteur privé est en cours. Elle permettra d'affiner les opérations à court terme. Les interventions se sont poursuivies dans les États fragiles, le concours du Groupe de la Banque se révélant déterminant pour la stabilité économique et sociale. Les investissements dans les opérations régionales sont sur la bonne voie, la demande étant supérieure aux ressources disponibles.

Durant l'année, le Groupe de la Banque s'est attaché encore davantage aux quatre domaines opérationnels essentiels. Il a ainsi accru son soutien à l'intégration régionale, aux États fragiles, aux

pays à revenu intermédiaire (PRI) ainsi qu'au développement agricole et rural. Le programme opérationnel a également fait une large place aux questions transversales du genre, du changement climatique et de la gestion des connaissances.

L'une des réalisations inscrites à l'actif de la Banque a été le renforcement de son assise financière. L'année 2010 a été une année de consolidation, où des réformes ont été engagées en vue d'améliorer la performance, la qualité des opérations et l'impact sur le développement. La Banque n'a cessé de s'affirmer comme centre d'excellence pour le développement et la gestion des connaissances, tout en se faisant un porte-parole de premier plan des enjeux de développement du continent sur la scène internationale, par exemple à la réunion de la KOAFEC en septembre et au sommet du G20 à Séoul en novembre.

Mobilisation des ressources

L'année 2010 a été marquée par le triplement du capital de la Banque à la faveur d'une augmentation de capital de 200%. Cette Sixième augmentation générale du capital (AGC-VI) permettra à la Banque de répondre à la forte demande de prêts des PMR. Le capital autorisé est ainsi passé de 24 milliards d'UC (35 milliards d'USD) à 67,69 milliards d'UC (100 milliards d'USD). Par ailleurs, le Groupe de la Banque a obtenu des États participants une augmentation de 10,6 % de leur contribution à la Douzième reconstitution des ressources du FAD (FAD-12). Pour le FAD-12, le niveau de reconstitution s'est établi à 6,1 milliards d'UC (9,5 milliards d'USD) pour la période triennale 2011-2013.

Grâce à ses partenariats stratégiques au niveau international et régional, la Banque a mobilisé d'autres financements. Les cofinancements se sont accélérés, atteignant 19,16 milliards d'UC en 2009, dont une contribution de la Banque de 20,3 %. En 2010, la Banque a approuvé 28 projets en cofinancement, pour un coût total de 8,41 milliards d'UC, avec une contribution du Groupe de la Banque de 1,28 milliard d'UC.

Activités opérationnelles du Groupe de la Banque

En 2010, les approbations du Groupe de la Banque se sont élevées à 4,1 milliards d'UC, ce qui représente une nette contraction par rapport au niveau record de 8,06 milliards d'UC enregistré l'année précédente. Ce volume de prêts marque en réalité un retour à la normale après la crise financière mondiale. Toujours est-il que les opérations de 2010 ont été de 16,1 % supérieures à celles de 2008.

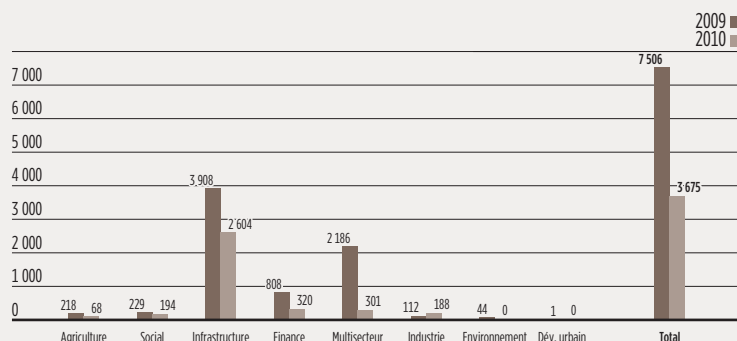
Les financements des 3 guichets du Groupe de la Banque se présentent comme suit : la BAD a approuvé 2,58 milliards d'UC (63 %), dont 1,21 milliard pour les opérations du secteur privé ; le FAD a approuvé 1,46 milliard d'UC (35,5 %) ; et le FSN a approuvé 29,5 millions d'UC (0,7 %). Les fonds spéciaux (ressources de la Facilité africaine de l'eau, de l'Initiative pour l'alimentation en eau et l'assainissement en milieu rural et du Fonds pour l'environnement mondial) ont représenté 32,4 millions d'UC (0,8 %).

La répartition sectorielle des approbations a traduit le respect par la Banque de sa politique de sélectivité, de priorité aux projets et d'efficacité. Elle a également été à l'image de la demande croissante des PMR pour l'appui à l'infrastructure. Conformément à la Stratégie à moyen terme (SMT), l'infrastructure arrive à la première place, avec une allocation de 2,6 milliards d'UC (70,9 %), suivie de la finance (opérations du secteur privé essentiellement) qui a obtenu 319,9 millions d'UC (8,7 %) et du multisecteur (appui à la gouvernance, à la gestion du secteur public, etc.) qui a obtenu 301,2 millions d'UC (8,2 %). Ces trois secteurs réunis ont représenté 87,8 % des prêts et dons opérationnels (voir graphique 0.1).

La primauté réservée à l'infrastructure est emblématique de la sélectivité de la Banque, qui cible des projets à gros impact, propres à instaurer un cadre porteur pour l'investissement du secteur privé, à accroître la compétitivité dans les PMR, à créer des emplois et à favoriser une croissance économique durable.

Graphique 0.1

Approbations de prêts et dons du Groupe de la Banque par secteur, 2009-2010 *



* Les approbations totales de prêts et dons n'incluent pas les prises de participations, l'allègement de dette PPTE ni les fonds spéciaux.

Les approbations de prêts et dons du Groupe de la Banque en faveur des 5 sous-régions (y compris les interventions multinationales) se sont élevées à 3,67 milliards d'UC, contre 7,51 milliards d'UC en 2009. Elles sont ventilées comme suit : 1,47 milliard (40,1 %) pour l'Afrique du Nord ; 595,8 millions pour l'Afrique de l'Ouest (16,2 %) ; 560,3 millions pour l'Afrique de l'Est (15,2 %) ; 492,8 millions pour l'Afrique australe (13,4 %) , et 234,6 millions pour l'Afrique centrale (6,4 %) et 319,1 millions pour les opérations multinationales.

Banque africaine de développement (BAD)

En 2010, les approbations du guichet non concessionnel se sont établies à 2,58 milliards d'UC pour 59 opérations, contre 5,6 milliards d'UC en 2009 pour 84 activités, soit une contraction de 53,9 %. Néanmoins, les approbations de 2010 ont dépassé de 42,8 % celles de 2008. Les prêts-projets et les prises de participations privées ont reculé de 3,94 milliards d'UC en 2009 à 2,3 milliards d'UC en 2010, soit une baisse de 41,6 %. De même, les prêts à l'appui de réformes ont chuté de 1,52 milliard d'UC en 2009 à 128,6 millions en 2010.

Les dons ont diminué de 25,1 millions d'UC en 2009 à 11 millions d'UC. En ce qui concerne l'allègement de la dette des pays à faible revenu, l'allocation de la Banque

au titre de l'initiative PPTE renforcée s'est accrue de 27,7 %, passant de 112,8 millions d'UC en 2009 à 144,1 millions en 2010. Il ressort de la répartition des approbations de la BAD par instrument de financement que les prêts-projets et les prises de participations privées ont représenté 89 %, l'allègement de dette 5,6 %, les prêts à l'appui de réformes 5 % et les dons 0,4 %.

Durant l'année, les opérations du secteur privé se sont élevées à 1,21 milliard d'UC, contre 1,16 milliard d'UC en 2009. Le secteur privé a représenté 46,7 % des approbations de la BAD et 29,4 % de l'ensemble des approbations du Groupe de la Banque. Les prêts-projets privés et sans garantie publique et les lignes de crédit ont totalisé 1,02 milliard d'UC sur les approbations de la BAD, tandis que les prises de participations privées ont représenté 189,9 millions d'UC. Alors que les prêts-projets sont en général destinés à stimuler la croissance économique et faire reculer la pauvreté, les lignes de crédit visent à approfondir les marchés financiers intérieurs afin de permettre aux petites et moyennes entreprises (PME) d'accéder aux financements. Les investissements du Groupe de la Banque dans beaucoup de projets et programmes multinationaux d'envergure ont pris la forme de prêts, de lignes de crédit et de prises de participations privées ; ils visaient à renforcer la coopération éco-

nomique et l'intégration régionale, améliorant du coup le climat d'investissement.

Les décaissements de la BAD se sont élevés à 1,34 milliard d'UC, soit une baisse de 43 % par rapport aux 2,35 milliards décaissés en 2009. Au 31 décembre 2010, les décaissements cumulés (y compris les prêts non souverains) s'établissaient à 21,31 milliards d'UC. Fin décembre, 810 prêts avaient été entièrement décaissés pour un montant de 18,75 milliards d'UC, soit 88 % des décaissements cumulés.

Fonds africain de développement (FAD)

En 2010, les approbations du guichet concessionnel se sont établies à 1,46 milliard d'UC, contre 2,43 milliards d'UC en 2009. Les deux principaux secteurs bénéficiaires ont été l'infrastructure, avec 1,1 milliard d'UC (77,1 %), et le multisecteur, avec 214,8 millions d'UC (15,1 %). Cette répartition est conforme à la Stratégie à moyen terme, qui dicte de privilégier les domaines opérationnels censés produire le maximum d'impact, stimuler la croissance et encourager l'investissement.

Les décaissements de prêts et dons du FAD se sont établis à 1,17 milliard d'UC en 2010, en baisse de 32,4 % par rapport au montant de 1,73 milliard d'UC décaissé en 2009. Les décaissements cumulés s'élevaient à 14,77 milliards d'UC au 31 décembre 2010. Au total, 1 673 prêts et dons avaient été entièrement décaissés pour un montant de 11,75 milliards d'UC, soit 80 % des décaissements cumulés.

Fonds spécial du Nigeria (FSN)

Le FSN a accordé un prêt de 0,7 million d'UC à la Sierra Leone. En outre, 28,8 millions d'UC ont été octroyés pour l'allègement de la dette du Liberia au titre de l'initiative PPTE.

Les décaissements du FSN ont enregistré une hausse de 3,1 %, passant de 4,87 millions d'UC en 2009 à 5,02 millions d'UC en 2010. Fin décembre 2010, les décaissements cumulés s'élevaient à 226,7 millions d'UC. Au total, 61 prêts avaient été entièrement décaissés, pour un montant de 205,3 millions d'UC, soit 91 % des décaissements cumulés.

Réformes institutionnelles et efficacité du développement

Amélioration de la coordination et de la performance institutionnelle – Le Comité de coordination de la Haute direction (SMCC) a joué un rôle déterminant dans les efforts déployés pour que le Groupe de la Banque fonctionne avec l'efficacité et l'efficacités voulues. Il fait également de l'arbitrage dans l'allocation des ressources entre les différents complexes suivant les priorités stratégiques. En outre, le comité a intensifié ses actions pour améliorer la qualité à l'entrée des opérations, en renforçant notamment les structures en amont de revue par les pairs et d'équipes pays.

Réformes budgétaires – En janvier 2010, la Banque a déployé son système de budgétisation en unité de compte (UC), l'une des composantes clés de la phase II des réformes budgétaires en cours. La budgétisation en UC décentralise davantage la gestion budgétaire et introduit un processus plus rigoureux de planification des effectifs, afin de mieux aligner les effectifs et les profils du personnel sur les besoins du programme de travail.

Décentralisation – Fin 2010, la Banque avait conclu des conventions d'établissement pour 26 bureaux extérieurs, dont 23 étaient entièrement équipés et fonctionnels, avec différents niveaux de dotation en effectif. La matrice de délégation de pouvoirs a été revue en profondeur, afin d'habiliter les bureaux extérieurs à négocier, signer et administrer les prêts, gérer les portefeuilles, superviser les projets et dialoguer avec les PMR et les partenaires.

Processus opérationnels – Pour améliorer ses processus opérationnels, la Banque a procédé à un réglage organisationnel visant à créer et rationaliser les unités ayant la responsabilité d'affiner l'orientation stratégique de la Banque, de renforcer sa mission et d'appuyer son programme de gestion axée sur les résultats. Cet ajustement a consisté à créer le Département de l'énergie, de l'environnement et du changement climatique (ONEC) et un Bureau

de la stratégie (STRG) à la Présidence, ainsi qu'à placer le Département de l'assurance qualité et des résultats (ORQR) sous la tutelle du *Chief Operating Officer*. La Banque a mis en place un cadre de mesure des résultats (CMR) solide, qui représente un cadre pour « Une seule Banque », appelé à passer en revue les progrès accomplis à quatre niveaux : i) impact sur le développement en Afrique ; ii) contribution aux résultats de développement ; iii) efficacité opérationnelle ; et iv) efficacité organisationnelle.

Gestion et développement des connaissances

Connaissances opérationnelles

Les connaissances issues des activités opérationnelles de la Banque comportent des enseignements de nature à guider les interventions futures de la Banque et à améliorer son efficacité et son impact sur le développement. À cet égard, les produits de développement des connaissances peuvent être groupés en trois catégories : i) études économiques et sectorielles (EES) ; ii) produits et événements stratégiques ; et iii) enseignements opérationnels et meilleures pratiques. Des exemples de ces trois types de produits du savoir sont présentés ci-après.

Au nombre des EES effectuées figure une étude sur le développement du secteur privé au Gabon. L'objectif recherché était de contribuer à la conception de politiques publiques de promotion du secteur privé, reconnu comme moteur de la diversification économique, de la croissance et de la réduction de la pauvreté. L'étude a évalué la qualité des institutions qui déterminent l'expansion des activités du secteur privé, en accordant une attention particulière aux coûts de transaction. Elle a examiné différentes contraintes, mettant en relief celles qui requièrent une action immédiate pour stimuler ou relancer les principaux secteurs de diversification. Elle a également recommandé des recommandations que le gouvernement est en train de mettre en œuvre.

S'agissant de la catégorie des produits stratégiques, un certain nombre d'études thématiques de référence ont été réalisées en vue du document de stratégie pour l'intégration régionale en Afrique australe sur la période 2011–2015. Ces études approfondies, qui ont fait appel à de larges consultations avec les parties prenantes de la sous-région, se sont intéressées aux aspects suivants : i) performance, défis et opportunités du commerce ; ii) performance économique des pays de la sous-région ; et iii) financement de l'infrastructure par le secteur privé ; et iv) développement des secteurs du transport, de l'énergie et des TIC.

À titre d'exemple de produits de la troisième catégorie, une revue du développement du secteur privé au Gabon a présenté un certain nombre de recommandations à la Banque :

- i) Il importe d'accorder un soutien multiforme à la rationalisation des structures de l'entreprise privée, de manière à leur permettre d'améliorer leur performance, de réduire leurs coûts et d'accroître leur productivité.
- ii) La qualité des rapports d'évaluation devrait être améliorée en clarifiant les objectifs et les activités et en établissant des calendriers d'exécution détaillés.
- iii) Un appui institutionnel devrait être fourni, notamment la formation des gestionnaires avant le lancement officiel des projets, pour renforcer les capacités de passation des marchés et de supervision des travaux.
- iv) Le suivi physique et financier des projets gagnerait à être amélioré.

Recherche et développement des connaissances

Recherche sur le développement – L'intégration du développement des connaissances dans les opérations du Groupe de la Banque a permis d'accroître sensiblement sa visibilité. Le processus a porté sur les aspects ci-après :



- recherche sur les défis de développement du continent ;
- renforcement du réseau des économistes grâce à une interaction et des échanges professionnels plus fréquents (séminaires et ateliers) ; et
- collaboration accrue avec les complexes des opérations, en particulier pour la préparation des produits du savoir ayant trait aux EES.

La Banque a contribué considérablement au dialogue sur les politiques dans les PMR, en apportant son soutien, sous forme d'analyses et de politiques, au Comité des dix ministres des Finances et gouverneurs de banques centrales africains (C10). Ce soutien a favorisé le consensus africain à la troisième réunion de la Coopération économique Corée-Afrique (KOAFEC) en septembre et au sommet du G20 en Corée en novembre. En outre, la Banque a apporté des améliorations notables à ses publications phares, à savoir les *Perspectives économiques en Afrique*, le *Rapport sur le développement en Afrique* et le *Rapport sur la compétitivité en Afrique*, qui jouent toutes un rôle dans la définition des politiques.

Développement des capacités et formation dans les PMR – Durant l'année, les activités se sont articulées autour de deux axes de la Stratégie de développement des capacités du Groupe de la Banque : pilier 1 – accroître

l'efficacité des opérations du Groupe de la Banque en matière de développement ; et pilier 2 – renforcer les capacités des PMR pour la définition des politiques et la gestion du développement. Au total, les séminaires et ateliers organisés au titre de ces deux piliers ont réuni 1 395 participants.

Développement des capacités statistiques et diffusion des données à l'appui de la mesure des résultats – Les activités statistiques de la Banque ont principalement porté sur i) le développement des capacités dans 52 PMR, 5 organisations sous-régionales et 6 centres de formation régionaux, ii) l'intégration de la mesure des résultats dans les opérations de la Banque, notamment la mise en place d'un portail de données et iii) le renforcement des partenariats avec les autres partenaires multilatéraux et bilatéraux pour la coordination des activités statistiques sur le continent. La Banque a collaboré avec la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA), la Commission de l'Union africaine (CUA) et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) pour la préparation du Rapport 2010 sur les OMD en Afrique. La Banque a continué de coordonner la collecte des données dans les PMR au titre du Programme de comparaison internationale (PCI). En outre, le processus de préparation des profils statistiques pays (CStP) a été lancé en 2010 afin de fournir les données de référence nécessaires à la programmation pays sur le portail de données de la Banque. À cet effet, 9 CStP et 1 profil statistique pour l'intégration régionale (RiStP) ont été établis.

Appui aux États fragiles

Au titre de la Facilité en faveur des États fragiles (FEF), la Banque a approuvé 110,7 millions d'UC pour l'appui budgétaire, la réhabilitation et la reconstruction de l'infrastructure de base, la gouvernance, le développement des capacités et la valorisation des ressources humaines dans 6 pays (Burundi, Guinée-Bissau, Liberia, République démocratique du Congo,

Sierra Leone et Togo). Le résultat de ces interventions ne peut pas encore être pleinement quantifié, ne serait-ce que parce qu'elles se trouvent à différents états d'avancement. Toutefois, tout porte d'ores et déjà à croire à l'amélioration des notes d'évaluation des politiques et des institutions des pays (EPIP) et des indicateurs de performance du portefeuille, tels que les ratios de décaissement et le nombre des opérations supervisées.

Lors des dernières consultations du FAD-12 en septembre 2010, les plénipotentiaires du FAD sont tombés d'accord pour transférer à la FEF un montant de reconstitution de 764 millions d'UC sur la période du FAD-12 (2011-2013). En octobre, le Fonds fiduciaire multidonateur pour le Zimbabwe (Zim-Fund) est devenu opérationnel. Fin décembre, les donateurs y avaient versé 26,6 millions d'UC (42 millions d'USD).

Appui aux pays à revenu intermédiaire

Les opérations approuvées par le Groupe de la Banque en faveur des pays à revenu intermédiaire (à l'exclusion des projets et programmes multinationaux) se sont élevées à 1,88 milliard d'UC. Quoique sans commune mesure avec le record de 4,35 milliards d'UC enregistré en 2009, ce montant représente tout de même une augmentation de 69,4 % par rapport à 2008. Cela est conforme à l'orientation stratégique prise par la Banque d'accroître son engagement dans les PRI.

La répartition des prêts du Groupe de la Banque aux PRI confirme la prépondérance de l'infrastructure, qui a obtenu 72,7 % de tous les financements. Les autres bénéficiaires ont été l'industrie (7,9 %), le secteur social (7,7 %), la finance (7,1 %), et le multisecteur (4,6 %). La répartition géographique fait apparaître que l'Afrique du Nord a été le principal bénéficiaire (78,3 %), tandis que l'Afrique australe a reçu 21,7 % des financements. En ce qui concerne les instruments de financement, les prêts-

projets ont continué de dominer en 2010, représentant 92,8 % des approbations en faveur des PRI, contre 65,3 % en 2009. Par ailleurs, les prêts à l'appui de réformes ont connu un net recul, tombant de 34,1 % en 2009 à 6,9 % en 2010. Les dons du Fonds d'assistance technique aux PRI (FATPRI), de la Facilité africaine de l'eau (FAE) et du Fonds spécial de secours (FSS) ont représenté à peine 0,4 % des financements.

Budgets administratif et d'équipement 2011

En décembre 2010, le Conseil d'administration de la BAD a approuvé pour 2011 un budget administratif de 289,1 millions d'UC, un budget d'équipement de 40 millions d'UC et un budget pour imprévus de 2,9 millions d'UC. Le Conseil d'administration du FAD a approuvé un budget administratif indicatif de 201,3 millions d'UC pour l'exercice prenant fin le 31 décembre 2011.

Affectation et distribution du revenu

Les états financiers 2010 font ressortir la solidité financière du Groupe de la Banque. Malgré la volatilité des marchés et la faiblesse des taux d'intérêt qui ont marqué l'année, la Banque a enregistré un niveau de revenu relativement comparable aux bons résultats de 2009. Elle a réalisé un revenu avant distributions approuvées par le Conseil des gouverneurs de 213,7 millions d'UC et un revenu disponible pour affectation de 236,1 millions d'UC, contre un revenu avant distribution de 231,2 millions d'UC et un revenu disponible pour affectation de 238,7 millions d'UC en 2009. La distribution du revenu aux initiatives de développement dans les pays membres régionaux de la Banque est approuvée par le Conseil des gouverneurs, généralement à l'occasion des Assemblées annuelles. Après avoir constaté avec satisfaction que les réserves avaient été dotées de provisions suffisantes, le Conseil des gouverneurs a

approuvé, lors de son Assemblée annuelle de mai 2010, le transfert de 27,8 millions d'UC du revenu 2009 au compte d'excédent. Il a également approuvé, sur le revenu disponible de 2009, la distribution suivante aux initiatives de développement : i) 50 millions d'UC pour le FAD-11 ; ii) 66 millions d'UC pour le compte spécial de la République démocratique du Congo ; et iii) 5 millions d'UC pour le Fonds d'assistance technique aux pays à revenu intermédiaire. En 2010, le Conseil des gouverneurs a également approuvé un transfert du compte d'excédent à d'autres initiatives de développement pour un montant total de 25,4 millions d'UC. En outre, les gouverneurs ont approuvé le transfert de 0,3 million d'UC du revenu 2009 du FSN à l'initiative PPTTE.

Notes de crédit

Les agences de notation Standard & Poor's, Moody's, Fitch Ratings et Japon Credit Rating ont réaffirmé leurs notes AAA et AA+ respectivement pour la dette privilégiée et la dette subordonnée de la Banque africaine de développement, avec perspective stable. Ces notes témoignent du ferme soutien des actionnaires la Banque, de son statut de créancier privilégié, de la bonne adéquation de ses fonds propres et de la prudence caractérisant ses principes et politiques de gestion financière. Elles ont noté que le triplement du capital l'approbation par le Conseil des gouverneurs de la Banque en mai 2010 était un signal fort de l'appui résolu des actionnaires à sa mission de développement et à son rayonnement croissant sur le continent.

Emprunts

Le programme de financement sur les marchés des capitaux approuvé pour 2010 tablait sur 3,62 milliards d'UC au maximum, dont un montant pouvant atteindre 140 millions d'UC au titre de l'initiative d'Assistance renforcée au secteur privé en Afrique (EPSA). La Banque a levé

2,82 milliards d'UC durant l'année, dont 14,9 millions pour EPSA. Au 31 décembre 2010, l'encours total de ses emprunts s'établissait à 11,98 milliards d'UC.

La Banque a eu recours à divers marchés et instruments pour répondre à ses besoins d'emprunt. Elle a procédé en février à des transactions obligataires multimarchés pour un montant de 1 milliard d'USD. Les placements privés, les transactions uridashi (émissions publiques vendues sur le marché de détail japonais), les transactions obligataires thématiques (décrites ci-dessus) et les émissions obligataires en monnaies africaines comme le kwacha zambien complètent l'éventail des marchés utilisés en 2010.

Transactions obligataires thématiques

Le marché obligataire de détail japonais a été marqué par une forte activité de la part d'investisseurs à la recherche d'émissions obligataires à thème social et à notation excellente. En 2010, la Banque a établi son propre créneau en émettant des obligations sur les thèmes de l'énergie, de l'éducation et de l'eau. Elle a effectué 16 transactions de ce type, dotées d'échéances de 3 à 10 ans, mobilisant 398,9 millions d'UC pour des projets intéressants ces domaines prioritaires. Les obligations vertes/liées à l'énergie propre ont représenté 261,5 millions, les obligations ayant trait à l'éducation 98,1 millions et celles portant sur l'eau 39,3 millions.

Aux termes de ces émissions, la Banque fera tout son possible pour consacrer un montant de prêts égal au produit net de ces émissions à des projets correspondant au thème concerné, sous réserve et dans le respect de ses normes de prêt. Par ailleurs, il est spécifié que le produit des émissions est à inclure dans les ressources ordinaires en capital de la Banque et à utiliser pour ses opérations générales.

Tableau 0.1

 Récapitulatif des opérations, ressources et moyens de financement du Groupe de la Banque, 2001-2010
 (en millions d'UC)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009*	2010	Total cumulé a
Opérations											
Approbations du Groupe de la Banque b/											
Nombre	134	118	145	124	102	137	100	133	181	139	3 801
Montant	2 372,27	2 038,95	1 766,31	2 786,70	2 293,63	2 596,88	3 097,64	3 528,73	8 064,49	4 099,75	62 228,72
dont PPTE	611,22	451,52	1,85	1 009,13	508,68	257,49	153,17	159,87	372,56	202,95	4 490,16
Décassements	860,47	1 048,14	1 022,83	1 315,54	1 289,81	1 239,03	1 615,68	1 860,91	4 083,59	2 510,70	35 570,51
Approbations de la BAD b/											
Nombre	26	31	28	23	34	38	29	58	84	59	1 259
Montant	986,66	1 068,06	745,84	1 519,54	868,73	1 045,37	1 670,06	1 807,01	5 604,07	2 581,13	36 008,07
dont PPTE	174,93	187,98	-	707,77	75,99	102,21	-	113,75	112,77	144,14	1 835,95
Décassements	488,33	499,77	652,32	630,23	595,35	548,44	884,75	727,53	2 352,29	1 339,85	20 541,59
Approbations du FAD b/											
Nombre	107	84	112	99	65	84	54	62	77	65	2 387
Montant	1 380,51	960,74	997,96	1 257,91	1 421,71	1 544,57	1 381,75	1 665,34	2 426,96	1 456,72	25 708,19
dont PPTE	436,29	263,34	1,85	301,37	429,49	155,28	153,17	17,95	259,09	29,99	2 593,13
Décassements	369,14	545,02	368,07	680,50	691,06	685,16	725,00	1 124,92	1 726,43	1 165,84	14 801,85
Approbations du FSN											
Nombre	1	3	5	2	3	-	-	2	3	2	82
Montant	5,10	10,14	22,51	9,25	3,19	-	-	28,16	5,70	29,53	371,33
dont PPTE	-	0,26	-	-	3,19	-	-	28,16	0,70	28,83	61,07
Décassements	2,99	3,35	2,44	4,81	3,39	5,43	5,94	8,45	4,87	5,02	227,07
Approbations des fonds spéciaux c/											
Nombre	-	-	-	-	-	15	17	11	17	13	73
Montant	-	-	-	-	-	6,94	45,83	28,21	27,76	32,38	141,12
Ressources et moyens de financement (en fin d'exercice)											
BAD											
Capital autorisé	21 889,34	21 870,00	21 870,00	21 870,00	21 870,00	21 870,00	21 870,00	21 870,00	22 120,00		67 687,46
Capital souscrit d/	21 510,01	21 509,88	21 563,71	21 597,90	21 717,67	21 794,00	21 693,16	21 765,14	21 817,58	23 924,62	
Portion libérée d/	2 097,66	2 134,36	2 180,94	2 223,26	2 269,06	2 357,78	2 351,53	2 356,01	2 359,32	2 375,63	
Portion appelable	19 412,35	19 375,52	19 382,77	19 374,63	19 367,00	19 436,76	19 341,63	19 409,14	19 458,25	21 548,99	
Emprunts (bruts)	5 397,94	4 617,29	6 058,95	6 057,52	6 560,11	6 088,75	6 803,17	7 160,81	10 703,22	12 231,34	
Encours de la dette e/	5 215,89	4 455,04	5 778,39	5 638,89	5 940,40	5 870,47	6 198,87	6 707,28	10 580,64	11 980,57	
Différence de conversion											
cumulée des souscriptions f/	(129,73)	(141,99)	(145,33)	(147,20)	(151,76)	(155,74)	(160,08)	(161,03)	(161,97)	(162,57)	
Réserves g/	1 716,90	1 464,63	1 507,50	1 486,44	2 266,39	2 305,48	2 531,80	2 475,47	2 552,96	2 627,28	
Réserve pour réévaluation											
cumulée de devises	(449,53)	(454,84)	(451,71)	(467,97)	-	-	-	-	-	-	
Revenu brut	569,64	488,83	425,22	446,67	479,61	542,85	585,31	564,45	518,88	519,32	
Revenu net h/	125,46	188,85	178,33	143,53	221,32	194,03	323,67	304,66	231,16	213,66	
FAD											
Souscriptions i/	10 924,42	11 421,12	11 989,14	12 654,44	13 261,76	14 314,51	15 218,76	16 566,02	17 854,02	19 030,32	
Autres ressources j/	(776,68)	(617,48)	(540,57)	(571,34)	(476,02)	(776,38)	(703,50)	(656,59)	(493,44)	(437,23)	
FSN											
Ressources (brutes) g/	425,42	399,78	375,46	366,93	409,08	286,12	273,47	286,78	156,73	160,86	

Sources : Département de la statistique de la BAD pour les données sur les opérations; Département du contrôle financier de la BAD pour les données sur les ressources et les moyens de financement.

Notes:

- Grandeur zéro

* Année de demande exceptionnelle pour les ressources du Groupe de la Banque suite à la crise financière mondiale.

a/ Les chiffres cumulés englobent toutes les activités depuis le début des opérations des trois institutions (1967 pour la BAD, 1974 pour le FAD et 1976 pour le FSN).

b/ Les approbations comprennent les prêts et les dons, les prises de participation dans les secteurs public et privé, les opérations d'urgence, l'allègement de la dette PPTE, les réaffectations de prêts et garanties, le Mécanisme en faveur des pays sortant de conflit et la Facilité en faveur des États fragiles.

c/ Il s'agit des approbations sur les opérations de la Facilité africaine de l'eau de l'Initiative pour l'alimentation en eau et l'assainissement en milieu rural et du Fonds pour l'environnement mondial.

d/ Le capital souscrit et le capital libéré de 2005 ont été retraités pour exclure les actions à émettre contre paiement des tranches ultérieures.

e/ Encours de la dette en 2004 a été retraité pour se conformer à l'option de la juste valeur.

f/ Les DCCS des années précédentes ont été retraités en 2001 pour tenir compte des gains et pertes sur conversion des souscriptions.

g/ Les réserves pour 2004 ont été retraitées en tenant compte des nouvelles IFRS.

h/ Pour les années 2001 à 2003, le revenu net n'inclut pas les gains/pertes nets sur les produits dérivés non négociables (ajustements IAS 39). En outre, pour les exercices 2005 et 2006, le revenu net n'inclut pas les affectations de revenu approuvées par le Conseil des gouverneurs.

i/ Souscriptions = Retraités pour les exercices 1997-2005 pour retenir les montants versés au lieu des montants promis.

j/ Autres ressources = Réserves cumulées/Perte + Revenu net/perte de l'exercice + Divers

Les taux de conversion utilisés sont ceux du 31 décembre de chaque année

Les taux de conversion de l'unité de compte (UC) de la BAD, du FAD et du FSN en dollar des États-Unis (USD) pour les différentes années sont les suivants :

2001 1 UC = 1,25562 USD 2006 1 UC = 1,50440 USD

2002 1 UC = 1,35952 USD 2007 1 UC = 1,58025 USD

2003 1 UC = 1,48597 USD 2008 1 UC = 1,54027 USD

2004 1 UC = 1,55301 USD 2009 1 UC = 1,56769 USD

2005 1 UC = 1,42927 USD 2010 1 UC = 1,54003 USD

Les chiffres étant arrondis, le total des pourcentages dans les graphiques et tableaux peut ne pas correspondre à 100.

Tableau 0.2

 Récapitulatif des approbations du Groupe de la Banque, 2010
 (en millions d'UC)

Approbations du Groupe de la Banque par secteur, 2010								
Secteur	BAD		FAD		FSN		Groupe de la Banque	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Développement agricole et rural	5	27,85	4	40,47	-	-	9	68,32
Social	8	146,59	4	47,00	-	-	12	193,59
<i>Education</i>	2	1,28	4	47,00	-	-	6	48,28
<i>Santé</i>	2	1,15	-	-	-	-	2	1,15
<i>Autres</i>	4	144,16	-	-	-	-	4	144,16
Infrastructure	14	1 503,35	33	1 099,50	-	-	48	2 603,55
<i>Eau et assainissement</i>	1	179,08	12	264,99	-	-	13	444,07
<i>Énergie</i>	4	494,61	9	392,33	1	0,71	14	887,65
<i>Communication</i>	2	32,43	-	-	-	-	2	32,43
<i>Transport</i>	7	797,25	12	442,18	-	-	19	1 239,41
Finance	6	314,93	1	5,00	-	-	7	319,93
Multisecteur	7	86,39	19	214,76	-	-	26	301,15
Industrie, mines et carrières	6	167,96	1	20,00	-	-	7	187,96
Développement urbain	-	-	-	-	-	-	-	-
Environnement	-	-	-	-	-	-	-	-
A. Total prêts et dons	46	2 247,07	62	1 426,73	1	0,71	109	3 674,50
B. Autres approbations	13	334,05	3	29,99	1	28,83	30	425,25
Allègement de la dette PPTÉ	2	144,14	3	29,99	1	28,83	6	202,95
Mécanisme post-conflit	-	-	-	-	-	-	-	-
Prises de participation	11	189,92	-	-	-	-	11	189,92
Garanties	-	-	-	-	-	-	-	-
Réaffectation de prêts	-	-	-	-	-	-	-	-
Fonds spéciaux*	-	-	-	-	-	-	13	32,38
Total des approbations (A + B)	59	2 581,13	65	1 456,72	2	29,53	139	4 099,75

Approbations du Groupe de la Banque par instrument de financement, 2010								
Instrument de financement	BAD		FAD		FSN		Groupe de la Banque	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Prêts-projets	22	2 107,47	25	801,63	1	0,71	48	2 909,81
<i>Publics et à garantie publique :</i>	5	1 091,75	25	801,63	1	0,71	31	1 894,09
Projets spécifiques	5	1 091,75	25	801,63	1	0,71	31	1 894,09
Investissement sectoriel et réhabilitation	-	-	-	-	-	-	-	-
Lignes de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Privés non garantis par l'État :</i>	17	1 015,72	-	-	-	-	17	1 015,72
Projets spécifiques	12	701,39	-	-	-	-	12	701,39
Lignes de crédit	5	314,33	-	-	-	-	5	314,33
Prêts à l'appui de réformes	2	128,65	2	38,95	-	-	4	167,60
Ajustement sectoriel	1	44,65	-	-	-	-	1	44,65
Ajustement structurel	1	84,00	-	-	-	-	1	84,00
Appui budgétaire	-	-	2	38,95	-	-	2	38,95
Dons	22	10,95	34	585,65	-	-	56	596,60
<i>Assistance technique</i>	17	7,61	17	205,34	-	-	34	212,95
<i>Activités du cycle des projets</i>	-	-	10	158,66	-	-	10	158,66
dont Secteur privé	-	-	-	-	-	-	-	-
Appui institutionnel	-	-	7	46,69	-	-	7	46,69
Pays à revenu intermédiaire	17	7,61	-	-	-	-	17	7,61
<i>Dons-projets</i>	-	-	8	257,88	-	-	8	257,88
Ajustement structurel	-	-	1	10,00	-	-	1	10,00
Appui budgétaire	-	-	1	1,70	-	-	1	1,70
<i>Réponse à la crise alimentaire en Afrique</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Facilité en faveur des États fragiles</i>	-	-	7	110,73	-	-	7	110,73
<i>Fonds spécial de secours</i>	5	3,34	-	-	-	-	5	3,34
Aide d'urgence	5	3,34	-	-	-	-	5	3,34
Urgence post-conflit	-	-	-	-	-	-	-	-
Dons spécial d'allègement de la dette	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêt de renforcement de la capacité institutionnelle	-	-	-	-	-	-	-	-
Mécanisme de financement de la préparation de projets	-	-	1	0,50	-	-	1	0,50
Réduction de la dette et de son service	2	144,14	3	29,99	1	28,83	6	202,95
Allègement de la dette MFS	-	-	-	-	-	-	-	-
Allègement de la dette PPTÉ	2	144,14	3	29,99	1	28,83	6	202,95
Mécanisme post-conflit	-	-	-	-	-	-	-	-
Prises de participation	11	189,92	-	-	-	-	11	189,92
Participation publique	-	-	-	-	-	-	-	-
Participation privée	11	189,92	-	-	-	-	11	189,92
Garanties	-	-	-	-	-	-	-	-
Garanties publiques	-	-	-	-	-	-	-	-
Garanties privées	-	-	-	-	-	-	-	-
Réaffectation de prêts	-	-	-	-	-	-	-	-
Fonds spéciaux*	-	-	-	-	-	-	13	32,38
Total des approbations	59	2 581,13	65	1 456,72	2	29,53	139	4 099,75

Source : Département de la statistique de la BAD, Division des statistiques économiques et sociales.

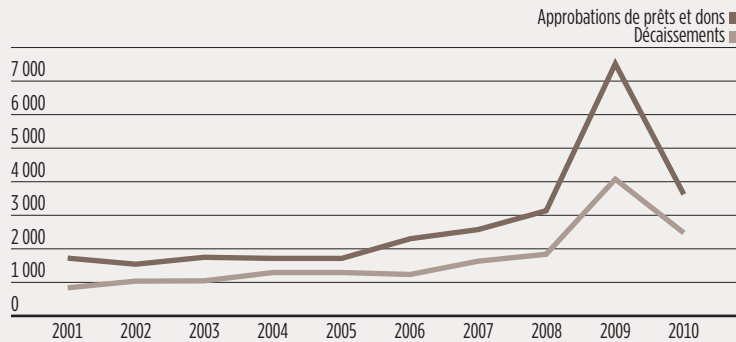
Note :

- Grandeure zéro.

* Il s'agit des opérations de la Facilité africaine de l'eau et de l'Initiative pour l'alimentation en eau et l'assainissement en milieu rural et du Fonds pour l'environnement mondial.

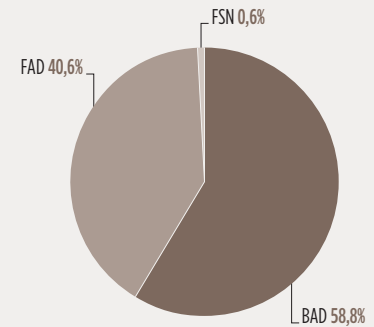
Graphique 0.2

Approbations et décaissements de prêts et dons du Groupe de la Banque, 2001-2010 (en millions) d'UC



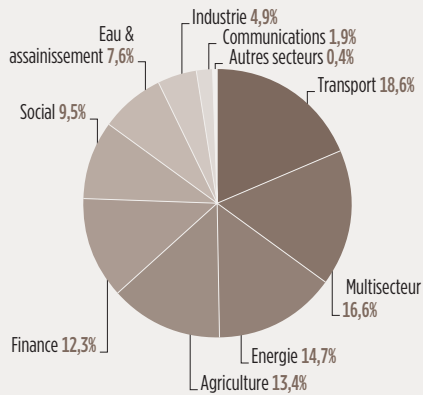
Graphique 0.3

Approbations cumulées de prêts et dons du Groupe de la Banque par guichet, 1967-2010



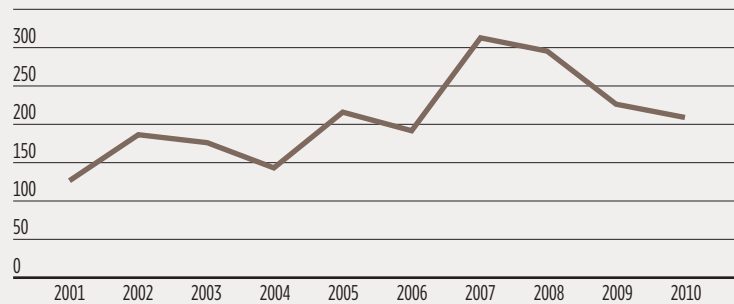
Graphique 0.4

Approbations cumulées de prêts et dons du Groupe de la Banque par secteur, 1967-2010



Graphique 0.5

Revenu net de la BAD, 2001-2010 (en millions d'UC)



DÉFINITION DES SECTEURS D'INTERVENTION DU GROUPE DE LA BANQUE

Secteur	Type de projets
Agriculture et développement rural	Cultures vivrières, cultures de rente, élevage, pêche, agro-industrie, foresterie, irrigation et drainage.
Transport *	Transport routier, aérien, ferroviaire et par eau, transport sous tuyauterie et routes de desserte.
Communications *	Téléphone, radio, services postaux, technologie de l'information, câble et satellite.
Eau et assainissement *	Production, traitement et distribution d'eau potable, aménagement de réseaux d'assainissement.
Énergie *	Production et distribution d'électricité, de gaz, d'énergie solaire, de charbon, de pétrole, et autres sources d'énergie renouvelable.
Industrie, mines et carrières	Production manufacturière, tourisme, mines, carrières, petites et moyennes entreprises industrielles.
Finance	Activités de banque de développement, de banque commerciale, intermédiation financière non bancaire, microfinance.
Social	Éducation, santé, population, population, parité hommes-femmes, projets autonomes de lutte contre la pauvreté.
Environnement	Projets autonomes portant sur les questions de protection et de gestion de l'environnement, comme le reboisement pour lutter contre l'érosion des sols, le nettoyage de plans d'eau, le traitement et l'évacuation des déchets, etc.
Multisecteur	Gestion du secteur public (notamment les programmes d'ajustement structurel et les opérations d'allègement de la dette), le développement du secteur privé, les programmes de promotion de la bonne gouvernance et de la lutte contre la corruption, la facilitation des importations industrielles, la promotion des exportations, l'appui institutionnel.
Développement urbain	Projets liés aux activités stratégiques dans le domaine de l'urbanisme

* Développement de l'infrastructure : transport, communications, alimentation en eau et assainissement, et énergie.